

---

## LA BATAILLE DE NOTRE SOEUR EAU (2)

---



À l'occasion de l'Année internationale de l'eau douce, les Filles d'Isabelle de notre diocèse m'avaient demandé de leur faire une causerie à ce sujet. En voici quelques extraits.

### PROTÉGEONS L'ENSEMBLE DE LA CRÉATION

Il ne faut pas isoler l'eau du reste de la création: c'est toute la création qu'il nous faut préserver, tous les éléments étant inter-reliés. Ainsi les coupes à blanc de nos forêts provoquent des répercussions pour nos cours d'eaux. J'ai vu dans certaines parties de la ville d'Edmundston, comme une sorte de fleuve qui descendait des montagnes parce qu'on avait brisé les frontières naturelles. Habituellement on dit que ce sont des « *Acts of God* », mais dans ce cas-ci on disait que c'était vraiment un acte du développeur qui avait trop coupé d'arbres et brisé les remparts naturels. J'ai su que dans certains villages l'on avait interdit de boire de l'eau parce que des cultivateurs avaient étendu du purin en abondance tout proche des courants d'eau: des gens qui ont dû faire bouillir leur eau pendant des semaines et des semaines, parce qu'on avait souillé l'environnement des cours d'eau par toutes sortes de déchets et de purin. C'est tout un environnement qu'il nous faut préserver, protéger.

### SEUIL CRITIQUE

Au Nouveau-Brunswick et au Québec, à part certains jours de canicule, les occasions de nous inquiéter pour l'approvisionnement et la qualité de l'eau potable ne sont pas fréquentes. Le territoire québécois possède en réserve 3.5% de l'eau douce potable renouvelable de la planète. Cela représente 135 000 mètres cubes par habitant par année alors que 500 mètres cubes par année représentent le seuil critique de survie, soit huit fois plus que le volume moyen par habitant de la planète et treize fois plus que celui des États-Unis. Mais la situation globale est tout autre.

La terre compte six milliards d'êtres humains. Environ 1,4 milliard n'ont pas accès à l'eau potable et plus de trois milliards (un sur deux) n'ont pas accès à des services sanitaires. Le problème est réel et risque d'affecter encore plusieurs milliards d'êtres humains d'ici 2025, la plupart étant des pauvres situés dans les pays du Sud déjà touchés par la rareté ou la consommation de l'eau. Dans la majorité des pays du monde, une forte proportion de l'eau (70%) est utilisée pour la production agricole industrielle. Cela est inquiétant. Selon l'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (la FAO), la production agricole actuelle consomme beaucoup trop d'eau, en partie en raison du type d'irrigation qu'exigent les monocultures vouées à l'exportation. Les multinationales exercent sur plusieurs pays du Sud une pression telle qu'ils doivent axer leur production agricole sur les exportations massives pour rembourser leurs dettes extérieures aux institutions financières contrôlées par les pays du Nord. Beaucoup de petits paysans se voient souvent contraints d'abandonner leur terre épuisée pour aller gonfler le nombre des pauvres exilés peuplant les quinze plus grandes villes du monde, de plus de dix millions d'habitants, situées en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, en pleine explosion démographique, sans qu'il soit possible d'obtenir un accès à l'eau potable et à un système adéquat pour épurer l'eau porteuse de maladies infectieuses.

## **LOURDES FACTURES**

Quelques grandes corporations transnationales de l'eau,- les nouveaux barons de l'eau- sous prétexte de vouloir solutionner la crise mondiale de l'eau, sont impatients de voir les gouvernements du Nord leur permettre la libéralisation commerciale et l'exportation de la ressource, la dérèglementation et la privatisation de la gestion des services reliés à l'eau: cela paraît dans les nouveaux traités de libre-échange des Amériques, comme nous avons pu le constater au Sommet des Amériques à Québec. Les transnationales de l'eau sont déjà présentes dans 150 villes du monde. Elles profitent de la piètre quantité et qualité de l'eau offerte à 200 millions de consommateurs et appliquent sans déroger la politique de la Banque mondiale appelée « *full cost* » de l'eau sur la vérité des prix, qui conditionne l'octroi de toute aide additionnelle et l'allègement de la dette des pays débiteurs, en faisant payer l'eau par les consommateurs. Faut-il rappeler que 2.8 milliards de personnes survivent avec moins de deux dollars par jour et qu'une tranche de 1.3 milliard survit avec moins d'un dollar par jour. Avec la crise de l'eau, ces transnationales ont une soif incroyable - inextinguible- de profits et veulent sans cesse renforcer leur position sur les marchés de l'eau en émergence. C'est pourquoi elles désirent ardemment obtenir une protection grâce à des accords commerciaux continentaux et internationaux, ou des traités bilatéraux blindés que l'on pourrait invoquer sans risque d'être importunés par la contestation populaire. Par suite de la privatisation des services d'eau, les factures avaient doublé et même triplé en Bolivie.

## **L'EAU PLUS CHÈRE QUE LA GAZOLINE!**

Le marché de l'eau constitue pour les transnationales un marché des plus lucratifs. Les profits annuels de l'eau représenteraient environ 40% des profits de l'industrie pétrolière, et seraient presque aussi élevés que ceux générés par les industries pharmaceutiques. Entre 5% et 10% seulement des infrastructures reliées à l'eau sont privatisées. L'investissement total du marché de l'eau se situe entre 10 et 15 milliards par année, et un rapport de la Banque mondiale estime à 380 milliards les investissements nécessaires qui permettraient à 500 millions de personnes d'avoir accès à l'eau potable dans les treize prochaines années. Le commerce de l'eau embouteillée, majoritairement dominé par Coca-Cola, Pepsi, Danone et Nestlé, est aussi en pleine croissance. En 2001, plus de 90 000 milliards de litres d'eau en bouteille de plastique (non-recyclable) ont été vendus sur le marché et les profits ont atteint 22 milliards, soit plusieurs fois le prix pour une même quantité d'eau provenant du réseau public d'aqueduc. L'on craint à juste titre que les compagnies transnationales de l'eau réussissent à faire enchâsser leurs droits en matière de commerce des services reliés à l'eau dans les divers accords gouvernementaux internationaux. Je ne veux pas trop vous servir de statistiques, je voudrais tout simplement conclure en réaffirmant la nécessité d'être des plus vigilants sur la situation de l'eau non seulement dans notre pays, mais dans l'ensemble de la planète. Il importe qu'une mobilisation se fasse pour faire reconnaître l'eau comme patrimoine commun de l'humanité. Au cours des trois prochaines années, l'organisme Développement et Paix reviendra sur cette bataille de l'eau, et je compte beaucoup sur votre participation, il en va de la vie et de la survie de milliards de personnes.

## **ALERTE GÉNÉRALE**

L'accès à l'eau est un droit humain. L'eau est un bien social et culturel, et non un simple bien économique. Nous sommes invités à nous opposer à toutes les formes de privatisation et de marchandisation de l'eau, à l'inclusion des services de l'eau dans les listes négociables dans le cadre de l'organisation mondiale du commerce. Nous devons exiger que l'on reconnaisse le financement collectif, public, pour la couverture des coûts nécessaires à assurer le droit d'accès à l'eau pour tous, ainsi que la propriété, la gestion, la promotion et la conservation du cycle complet de l'eau en tant que bien commun. Le prochain Forum mondial de l'eau qui a tenu ses assises à Kyoto récemment, se tiendra à Montréal en 2006. La bataille de l'eau, ce sont des milliards de vies humaines en jeu. C'est présentement une alerte générale!

*+ François Thibodeau*

+ François Thibodeau, c.j.m.  
Évêque d'Edmundston

«Quelques mots de notre Évêque» (23 juillet 2003)